

Martine Aubry
Réponse au mouvement Utopia
Médiapart

Chers amis,

J'ai lu avec intérêt les propositions du Mouvement Utopia que vous avez eu la gentillesse de m'adresser et je vous en remercie. Je suis heureuse de vous apporter les éléments de réponses suivants :

*

1) Je partage avec le mouvement Utopia la volonté de renouveler en profondeur nos pratiques démocratiques. Je propose quatre axes de réformes de nos institutions. Ma priorité sera d'élargir et de renforcer notre démocratie représentative. C'est pourquoi j'ai pris l'engagement ferme et clair d'interdire par la loi le cumul des mandats des élus. Conformément aux orientations du projet du Parti socialiste, je souhaite également l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives et le rééquilibrage du collège électoral du Sénat, le droit de vote des étrangers résidant depuis plus de 5 ans sur notre territoire à toutes les élections locales et la prise en compte du vote blanc. Je m'engage par ailleurs à enfin rendre possible le référendum d'initiative populaire.

Il faudra aussi renforcer la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire – c'est le deuxième axe de la réforme institutionnelle que je propose. Pour rééquilibrer les pouvoirs du Parlement et de l'exécutif, je souhaite notamment le renforcement du contrôle parlementaire sur les nominations, la fin du droit d'expression du Président de la République devant le Congrès et l'obligation pour le Premier Ministre de présenter l'agenda des réformes au début de chaque session parlementaire et à rendre compte du bilan des lois votées en fin de chaque session. Je propose également le vote d'une grande loi sur l'indépendance de la justice : il faut mettre fin aux instructions individuelles du Gouvernement au parquet et réformer les modalités de désignations des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), dont les avis sur les nominations au parquet devront être suivis. Enfin, la Cour de Justice de la République sera supprimée et le statut pénal du chef de l'Etat réformé.

Troisième axe de ma réforme des institutions, je m'engage à renforcer les contre-pouvoirs : le Conseil Constitutionnel deviendra une véritable Cour Constitutionnelle avec plus de moyens et de pouvoir de contrôle. Cela implique la nomination de ses membres à la majorité des 3/5ème du Parlement, en respectant le principe de parité homme-femme et la suppression des membres de droit. Une loi sur l'indépendance de la presse sera votée avec notamment des obligations accrues de transparence pour la composition du capital des groupes de presse et un renforcement de la protection des sources des journalistes. fin Je supprimerai la nomination par le Président de la République des responsables de l'audiovisuel public.

Enfin, je veux renouer avec la République exemplaire. Je proposerai au Parlement d'adopter une loi sur le renforcement de la lutte contre les conflits d'intérêts. J'établirai une obligation pour les parlementaires et les ministres de publier leur déclaration de patrimoine et je baisserai symboliquement la rémunérations du Président de la République et des membres du Gouvernement.

2) Je partage avec le mouvement Utopia, la volonté de renforcer notre démocratie sociale. Il ne peut avoir de réussite économique sans association des salariés et de leur représentants. Quatre millions de salariés n'ont pas d'interlocuteurs dans les petites entreprises : je souhaite la mise en place d'un vrai dialogue social dans les TPE au niveau des bassins d'emplois. Dans les grandes entreprises, je proposerai au Parlement l'adoption d'une loi pour permettre aux représentants des salariés de siéger aux conseils d'administration et de surveillance et aux comités de rémunérations.

3) Je partage avec le mouvement Utopia la volonté de permettre enfin l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Puisque l'émancipation commence par le travail, je me suis engagé à ce que, Présidente de la République, la première loi soumise au Parlement soit une loi sur l'égalité professionnelle : taxation des entreprises qui ne respecteraient pas le principe de l'égalité salariale ; augmentation des cotisations sociales pour les entreprises qui auraient recours de manière excessive au temps partiel subi ; revalorisation des métiers qui sont aujourd'hui occupés quasi-exclusivement par des femmes ; réforme du congé parental pour

qu'il soit réparti à égalité entre le père et la mère et création d'un véritable service public de la petite enfance.

L'égalité ne se limite pas à la sphère professionnelle, elle doit se faire partout. Je ferai enfin respecter la loi qui prévoit que tous les hôpitaux doivent disposer d'un centre d'IVG. Je remettrai dans les programmes scolaires l'éducation à l'égalité. J'ouvrirai le mariage à tous les couples et la procréation médicalement assistée aux couples de femmes. Je débloquerai des moyens pour l'accueil des femmes victimes. Et puis, je reprendrai le flambeau de la parité dans la sphère publique. Un gouvernement paritaire sera formé. Je ferai voter une loi qui supprimera tout financement public pour les partis politiques qui ne présenteront pas 50% de candidates aux élections législatives, et qui pénalisera financièrement ceux qui n'obtiennent pas 50% de femmes élues. Et j'étendrai le partage du pouvoir aux instances administratives et économiques, ainsi qu'aux grandes institutions de la République.

4) Je partage avec le Mouvement Utopia la volonté redonner du pouvoir d'achat aux classes moyennes et aux plus modestes et de remettre, partout, de la justice. Notre système fiscal est devenu régressif : il faut le réformer. Je défends l'idée d'un rapprochement entre l'IR et la CSG. Cet impôt sur le revenu rénové sera un impôt moderne, retenu à la source, un impôt productif qui favorisera le travail et l'investissement et taxera la rente et la spéculation, surtout il sera un impôt juste aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. Dans le cadre de cette réforme fiscale, la Prime pour l'Emploi (PPE) qui bénéficie à plus de 8 millions de foyers modestes sera revalorisée. Je souhaite également une répartition plus équitable des fruits de la croissance : c'est l'objectif de la conférence salariale annuelle que je propose qui réunira l'Etat, le patronat et les syndicats et qui orientera les discussions sur les salaires dans les branches.

Les Français demandent des mesures d'urgence pour augmenter leur pouvoir d'achat. Aussi, j'instaurerai un « rayon de prix citoyens » dans les grandes surfaces : il s'agira d'une large gamme de produits dont les prix, mais aussi la qualité et la disponibilité seront encadrés par convention annuelle entre l'Etat et la grande distribution. De même, je demanderai au gouvernement d'encadrer les loyers dans les zones de spéculation, et particulièrement lors de la première location ou à la relocation. J'ai pris connaissance de la proposition du mouvement Utopia de financer un accès minimum gratuit à l'énergie, l'eau et aux télécommunications pour les ménages modestes par une surfacturation sur les tranches plus élevées. Elle est très proche de ma proposition d'un tarif progressif. Au delà, pour réduire les dépenses d'énergie des ménages, je soumettrai les superprofits des groupes pétroliers à une taxe dont la recette sera affectée à des aides à l'isolation et au financement des tarifs progressifs qui seront créés pour l'eau, l'électricité et le gaz. Je propose également qu'un quart des 300 000 emplois d'avenir que je créerai soit affectés à la réalisation d'audits thermiques et de travaux des logements pour faire baisser la facture des Français.

Je veux rétablir la justice dans l'accès aux soins. Comme le mouvement Utopia, j'ai la conviction que la santé est un droit qu'il appartient à l'Etat de protéger. Je rouvrirai le dossier des remboursements : les franchises médicales et le forfait à un euro seront réexaminés pour qu'ils ne puissent représenter une barrière à l'accès aux soins, la hausse du forfait journalier et de la participation financière sur les actes onéreux sera revue, les dépassements d'honoraires seront plafonnés, la prise en charge des soins dentaires et des lunettes sera améliorée.

5) Je partage avec le mouvement Utopia la volonté de changer de modèle énergétique et agricole. J'ai pris l'engagement clair d'enclencher la sortie progressive mais effective du nucléaire. Je me retrouve dans la stratégie esquissée par Utopia d'engager simultanément les chantiers de la sobriété énergétique, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Pour y parvenir, je veux développer la maîtrise de la demande et soutenir avec volontarisme les filières industrielles des énergies renouvelables que la droite s'acharne à saborder les unes après les autres. La filière nucléaire devra progressivement être réorienter vers la gestion des déchets et le démantèlement des centrales. Au delà, je propose d'utiliser la fiscalité pour encourager les comportements vertueux en matière écologique : une contribution climat-énergie juste pour développer les économies d'énergie et inciter aux consommations alternatives plus respectueuses de l'environnement sera mise en place. Afin de faire évoluer les habitudes de consommation, je souhaite également rendre la TVA écomodulable, c'est-à-dire plus élevée sur les produits les plus polluants et réduite sur les produits vertueux.

Je suis d'accord avec l'analyse d'Utopia : dans le nouveau modèle de développement que nous voulons construire, la relocalisation des productions, qu'elles soient industrielles ou agricoles, sera une question décisive. Les entreprises qui relocalisent tout ou partie de leur activité doivent être encouragées par la

puissance publique nationale ou locale. Les propositions que j'ai formulées pour un « juste-échange » qui assure la réciprocité commerciale entre l'Europe et ses partenaires, protège les travailleurs, les entreprises et les consommateurs européens face à la concurrence déloyale et garantit la prise en compte de critères sociaux, environnementaux, sanitaires et techniques dans les échanges, vont dans ce sens. Je veux aussi encourager l'agriculture durable, notamment l'agriculture biologique, les circuits courts, du producteur au consommateur local. Pour cela, je propose de réorienter la commande publique (État, collectivités territoriales, entreprises publique) vers l'agriculture de proximité.

6) Je partage avec le mouvement Utopia la volonté de remettre la finance au service de l'économie réelle. En 2008 au cœur de la crise secteur financier privé, le gouvernement a pris la décision de recapitaliser les établissements financiers à hauteur de 20 milliards d'euros sans contrepartie en termes de crédit aux particuliers et aux PME ni entrée dans les conseils d'administration et les comités de rémunération. Alors que les banques sont de nouveau fragilisées, je propose des mesures fortes pour réguler le secteur financier : la séparation stricte des activités d'affaires et de dépôt pour que les contribuables ne soient plus cautions de la spéculation financière, une taxe de 0,05% sur les transactions financière à l'échelle européenne, la création d'une agence publique de notation sous l'égide de l'Eurogroupe, l'émission d'euro-obligations pour créer un grand marché financier de la dette européenne ou encore l'interdiction totale les produits dangereux comme les ventes à découvert.

7) Je partage avec le mouvement Utopia la volonté de renouer avec une politique d'immigration juste, équilibrée, respectueuse des hommes et des femmes. Aux opérations électoralistes de la droite qui ne résolvent rien, j'oppose le débat républicain sur le fond, au Parlement, sur une base triennale, à l'occasion duquel les représentants de la nation, associant en amont collectivités territoriales, partenaires sociaux et associations, dresserons sur le bilan de notre politique migratoire et déciderons de ses orientations futures. Je propose de clarifier les critères de régularisation des immigrés présents illégalement sur notre territoire. Ceux qui ne répondraient pas à ces critères et feraient l'objet de procédures d'éloignement doivent être traités dans le respect scrupuleux des droits de l'homme et des principes républicains. Je souhaite également réaffirmer le caractère intangible du droit d'asile à l'échelle nationale et en Europe.

*

Chers amis, jamais sans doute l'unité de la gauche, des écologistes, des républicains et des humanistes n'aura été aussi forte. Sur l'impératif de justice sociale, sur la nécessité d'un nouveau productif, sur la volonté d'entrer dans un nouveau modèle social-écologique, nous parlons d'une même voix. Ce rassemblement est notre force. Il est la clé de la victoire et du changement en 2012. Je veux vous remercier d'y contribuer.

Avec mes fidèles amitiés,



Martine AUBRY